

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 24 février 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux et modifiant l'arrêté royal du 25 mars 1986 fixant les conditions d'octroi des autorisations d'exploiter des services occasionnels de transports rémunérés de personnes", a donné le 18 mai 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 24 februari 1994 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de voorwaarden inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal personenvervoer over de weg en tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 1986 tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van machtigingen tot het exploiteren van ongeregeld vervoer van personen", heeft op 18 mei 1994 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Pour alléger l'intitulé, il est proposé de le rédiger comme suit :

"Arrêté royal fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux".

Préambule.

1. A l'alinéa 1er, il faut ajouter : "et par le Règlement n° 3572/90 du Conseil des Communautés européennes du 4 décembre 1990".

Par ailleurs, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte d'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 3, plutôt que de viser l'ensemble de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, il serait préférable de limiter le visa aux dispositions de cette loi qui constituent le fondement légal du projet. A l'alinéa 3, il est donc proposé de remplacer les mots "modifiée par la loi du 6 mai 1985" par les mots "notamment les articles 1er, alinéa 1er, et 3, § 1er, alinéa 1er;".

.../...

3. A l'alinéa 5, il faut ajouter : ", modifié par les arrêtés royaux du 21 février 1991 et du 20 janvier 1992".

Dispositif.

Structure du dispositif.

Si la diversité des matières traitées, le nombre élevé d'articles, le souci de clarté ou encore la facilité de la consultation d'un texte peuvent justifier qu'outre le groupement des articles en chapitres, ceux-ci soient à leur tour réunis sous des titres distincts, aucune de ces considérations n'impose vraiment, en l'espèce, de diviser le projet en trois parties. Aussi est-il suggéré de renoncer à ce type de division du dispositif.

La division du texte se fera donc seulement en chapitres dont le premier s'écrira comme suit :

"Chapitre premier. Dispositions générales".

Examen des articles.

Article 1er.

Le texte néerlandais de l'article 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 3.

Au 1^o, in fine, on omettra les mots "à l'exclusion de tous autres transports de personnes contre rémunération", puisque les autres transports de personnes que ne vise pas le 1^o tombent sous l'application de l'arrêté en projet.

Article 4.

1. Pour ce qui concerne les services réguliers ainsi que les services réguliers spécialisés, la rédaction du paragraphe 1er conduit à laisser aux Régions le soin de déterminer la mesure dans laquelle la profession de transporteur de personnes par route est ou reste accessible aux entreprises qui ne satisfont pas ou plus à la condition d'honorabilité qui est en principe requise.

Comme il n'appartient pas au Roi de déléguer - même pour partie - aux Régions une compétence que l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 6^o de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles réserve à l'autorité fédérale, le paragraphe 1er doit être fondamentalement revu.

2. On remplacera au paragraphe 1er, alinéas 1er et 2, les mots "peuvent être" par le mot "sont".

En plus, le texte néerlandais de ce paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Par ailleurs, les mots "prévue par l'article 2", qui figurent à chacun des alinéas, sont inutiles et doivent être omis. La même observation vaut pour les paragraphes 2 et 3.

3. Le paragraphe 1er, alinéa 3, est rédigé de manière obscure; la rédaction de cet alinéa doit être revue de sorte à faire apparaître, en distinguant clairement les hypothèses - personnes physiques, personnes morales, ... -, comment les auteurs du projet entendent transposer en droit belge le tempérament que l'article 5, 2. in fine de la directive 74/562/CEE du Conseil du 12 novembre 1974 concernant la profession de transporteur de voyageurs par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux permet d'apporter à la rigueur des conditions d'accès à la profession de transporteur de voyageurs par route.

4. Le paragraphe 4 est inutile dès lors qu'il n'impose pas de motivation plus contraignante que celle prévue par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Les mots "motivée et" seront donc omis.

*

Pour le chapitre II, l'intitulé suivant est proposé : "Condition d'honorabilité".

*

.../...

Article 5.

1. Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Il est proposé de rédiger le 1^o comme suit :

"1^o n'ont été condamnées pendant les trois dernières années, par une décision prononcée en Belgique ou à l'étranger et passée en force de chose jugée, à un emprisonnement principal de trois mois au moins, sauf s'il s'agit d'une condamnation du chef d'homicide ou de lésions involontaires;"

La rédaction du 2^o s'inspirera de celle qui vient d'être proposée pour le 1^o.

Article 6.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

*

Pour le chapitre III, l'intitulé suivant est proposé : "Condition de capacité professionnelle".

*

.../...

Article 9.

Le texte néerlandais des paragraphes 2 et 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

Le texte du 2º et du 3º devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au 4º, a), il est renvoyé à des dispositions contenues dans des directives CEE. Un tel procédé n'est pas recommandable. Mieux vaudrait ajouter au projet une annexe reproduisant les matières visées dans celle de la directive du 12 novembre 1974, modifiée par la directive du 21 juin 1989.

Article 13.

1. Si l'article 2, 4., de la directive du 12 novembre 1974 prévoit bien que c'est par le biais d'un examen que les Etats membres vérifient si une personne satisfait ou non à la condition de capacité professionnelle, il ne comporte aucune disposition permettant aux Etats de faire de la fréquentation de cours organisés ou agréés par les pouvoirs publics une condition de reconnaissance de la capacité professionnelle des personnes désireuses d'exercer la profession de transporteur de voyageurs par route.

.../...

Comme il ne constitue nullement une disposition nécessaire pour l'exécution d'une obligation résultant de la directive précitée, le paragraphe 1er, 1^o, ne trouve pas de fondement dans la loi du 18 février 1969; ne trouvant pas davantage de base juridique dans une autre disposition législative, le paragraphe 1er, 1^o, doit être omis.

La même observation vaut pour le paragraphe 2, pour les mots "des cours et" figurant au paragraphe 3, ainsi que pour l'article 15.

2. En permettant au ministre de limiter aux seules matières figurant à la partie B de l'annexe de la directive du 12 novembre 1974, celles qui font l'objet de l'examen relatif à la capacité professionnelle, la seconde phrase du paragraphe 3 méconnaît manifestement l'article 2, 4., alinéa 1er, de cette directive.

Afin de rencontrer cette objection et d'éviter toute autre critique fondée sur l'ampleur de la délégation de pouvoirs consentie au ministre, il est, avec l'accord du fonctionnaire délégué, proposé :

- 1^o d'ajouter au projet une annexe contenant la liste des matières énumérées à l'annexe de la directive du 12 novembre 1974;
- 2^o de supprimer le paragraphe 3 et d'ajouter au paragraphe 1er, un second alinéa rédigé comme suit :

.../...

"L'examen visé à l'alinéa 1er porte sur les matières dont la liste figure à l'annexe".

Article 14.

De l'accord du fonctionnaire délégué, la disposition, qui est inutile, doit être omise.

Article 16 (devenant l'article 15).

Le paragraphe 2 appelle une double remarque :

- 1° si l'article 2, 4., de la directive du 12 novembre 1974 laisse aux Etats membres la possibilité de dispenser de tout ou partie de l'examen des candidats qui, en raison de leurs études ou de leur expérience professionnelle, possèdent une bonne connaissance des matières en cause, il ne contient aucune disposition permettant d'exempter l'ensemble des candidats de toute épreuve sur des matières déterminées par tirage au sort;
- 2° selon le même article 2, 4., de cette directive, la vérification de la capacité professionnelle fait uniquement l'objet d'un examen écrit, non d'une épreuve orale comme le projet le prévoit pour certaines matières.

En conclusion, ledit paragraphe doit être omis.

.../...

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, devenant l'alinéa unique, devrait, à la suite de cette omission, être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

Le texte néerlandais du 2º et du 5º devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

*

Pour le chapitre IV, l'intitulé suivant est proposé : "Condition de capacité financière".

*

Article 18.

1. Selon l'usage, il faut éviter que de trop nombreuses dispositions figurent dans un même article, même si ces dispositions ont un rapport direct entre elles. L'article 18 devrait donc être scindé en plusieurs articles distincts.

2. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, la rédaction de la phrase introductive pourrait être simplifiée en écrivant :

.../...

"L'entreprise satisfait à la condition de capacité financière si :".

3. Selon le paragraphe 1er, alinéa 1er, a et c, la constitution d'un cautionnement est, pour les exploitants de services occasionnels ou de services réguliers spécialisés, la seule voie permettant de prouver qu'ils remplissent les conditions de capacité financière, alors que l'article 2, 3., de la directive du 12 novembre 1974 admet, mais ne privilégie nullement de mode de preuve. L'article devrait donc être amendé de manière à éliminer cette discordance.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

5. En visant "l'autorité qui délivre les autorisations", le texte de l'alinéa 6 du paragraphe 1er, délègue implicitement aux Régions le pouvoir de fixer les modalités suivant lesquelles les exploitants de services réguliers doivent prouver que le capital et les réserves dont ils disposent suffisent pour satisfaire à la condition de capacité financière, et méconnaît, dès lors, ici encore l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles lequel réserve à la seule autorité fédérale le soin de fixer les conditions d'accès à la profession.

.../...

Le paragraphe 1er, alinéa 6, doit donc être fondamentalement revu. Sous réserve de cette observation, le texte néerlandais de ce paragraphe 1er, alinéa 6, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 2.1, dernier alinéa, du paragraphe 3.1, du paragraphe 3.3.1°, du paragraphe 4.1, alinéas 1er et 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

*

Pour le chapitre V, l'intitulé suivant est proposé : "Recherche des infractions".

*

Pour le chapitre VI, il est suggéré de rédiger l'intitulé comme suit : "Dispositions abrogatoires, modificatives, transitoires et finales" et d'inclure dans ce chapitre les articles 21 à 23.

*

Article 22.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 23.

La phrase liminaire de cette disposition doit être précisée de la manière suivante :

"L'article 9, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 février 1991, est remplacé ...".

Par ailleurs, le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observations finales.

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

Par ailleurs, on supprimera les subdivisions des paragraphes en "§ 2.1., § 2.2.", etc.

2. On remplacera la division en tirets de l'article 1er, par une division en 1^o, 2^o, etc. De même , à l'article 18, § 1er, alinéa 1er, et à l'article 18, § 3.1, la division se fera en 1^o, 2^o et 3^o, non en a), b) et c).

3. On évitera l'expression "telles que visées au ..."; mieux vaut écrire simplement "visées au ...".

.../...

4. On remplacera les mots "et/ou" par "ou".

5. Aux articles 5, § 1er, 2º et 18, § 1er, alinéa 1er, les montants s'écriront en lettres.

6. Pour l'emploi des temps dans le texte néerlandais du projet, il y a lieu de se référer à l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Opschrift.

Om het opschrift eenvoudiger te maken wordt voorgesteld het als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal personenvervoer over de weg".

Aanhef.

1. Het eerste lid dient te worden aangevuld met de woorden "en bij Verordening nr. 3572/90 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 4 december 1990".

Bovendien schrijve men "Gelet op richtlijn ..." in plaats van "Gelet op de Richtlijn". Dezelfde opmerking geldt voor het tweede lid.

2. In het derde lid is het niet raadzaam te verwijzen naar de gehele wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, doch alleen naar de bepalingen van die wet die de rechtsgrond van het ontwerp vormen. Er wordt dan ook voorgesteld in het derde lid de woorden "gewijzigd door de wet van 6 mei 1985" te vervangen door de woorden "inzonderheid op de artikelen 1, eerste lid, en 3, § 1, eerste lid;".

.../...

3. Het vijfde lid dient te worden aangevuld met de woorden ", gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 februari 1991 en van 20 januari 1992".

Bepalend gedeelte.

Structuur van het bepalend gedeelte.

Hoewel de verscheidenheid van behandelde aangelegenheden, het hoge aantal artikelen, het streven naar duidelijkheid of het gemak om een tekst in te zien kunnen rechtvaardigen dat de artikelen worden samengebracht in hoofdstukken, die op hun beurt in afzonderlijke titels worden samengebracht, is in het onderhavige geval niet echt een van die redenen voorhanden om het ontwerp in drie delen op te splitsen. Er wordt dan ook voorgesteld deze opdeling van het dispositief niet te gebruiken.

De tekst zal dus alleen onderverdeeld zijn in hoofdstukken, waarvan het eerste het volgende opschrift krijgt :

"Hoofdstuk I. Algemene bepalingen".

Onderzoek van de artikelen.

Artikel 1.

In fine schrijve men : "Minister" : "de Minister tot wiens bevoegdheid de toegang ... behoort".

.../...

Artikel 3.

In 1º, in fine, dienen de woorden "met uitzondering van alle ander vervoer van personen tegen vergoeding" te vervallen, aangezien het ander vervoer van personen dan dat waarvan in 1º sprake is, onder de toepassing van het ontworpen besluit valt.

Artikel 4.

1. Wat het geregeld vervoer en de bijzondere vormen van geregeld vervoer betreft, volgt uit de redactie van paragraaf 1 dat het aan de Gewesten wordt overgelaten om te bepalen in hoeverre het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg toegankelijk is of blijft voor ondernemingen die niet of niet meer voldoen aan de voorwaarde van betrouwbaarheid die in beginsel voorgeschreven is.

Aangezien het niet aan de Koning staat een bevoegdheid die door artikel 6, paragraaf 1, VI, vijfde lid, 6º, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de federale overheid wordt toegekend, al was het maar ten dele, aan de Gewesten te delegeren, moet paragraaf 1 volledig worden herzien.

2. In paragraaf 1, eerste en tweede lid, vervangen men de woorden "kunnen worden" door het woord "worden".

.../...

Bovendien vervange men, onder meer met het oog op het gebruik van een eenvormige terminologie in het ontwerp, het woord "machtiging" door het woord "vergunning". Het woord "exploitatieoverlating" zou vervangen moeten worden door het woord "exploitatieoverneming". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. Zo ook vervange men verder in het ontwerp telkens de constructie "aan wie een exploitatie wordt overgelaten" door de constructie "die een exploitatie overneemt". Ten slotte schrijve men "de vergunninghoudende onderneming" in plaats van "de ondernemingstitularis". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Overigens moeten de woorden "in artikel 2 bepaalde", die in elk lid voorkomen, als onnodig vervallen. Deze opmerking geldt tevens voor de paragrafen 2 en 3.

3. Paragraaf 1, derde lid, is onduidelijk gesteld; de redactie van dit lid moet zodanig worden herzien dat tot uiting komt, door verschillende gevallen : natuurlijke personen, rechtspersonen, ... duidelijk van elkaar te onderscheiden, hoe de stellers van het ontwerp in het Belgische recht de correctie willen omzetten die ingevolge artikel 5, 2., in fine, van richtlijn 74/562/EEG van de Raad van 12 november 1974 inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal personenvervoer over de weg, kan worden aangebracht in de strikte voorwaarden voor toegang tot het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg.

.../...

4. Paragraaf 4 is van geen nut voor zover hij geen strengere motiveringsplicht oplegt dan die waarin is voorzien door de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen. De woorden "worden gemotiveerd en" moeten dan ook vervallen.

*

Als opschrift voor hoofdstuk II wordt "Voorwaarde van betrouwbaarheid" voorgesteld.

*

Artikel 5.

1. In de inleidende volzin schrijve men "... de personen die eventueel zijn aangewezen ..." in plaats van "... de eventueel aangewezen personen ...".

2. Er wordt voorgesteld 1° als volgt te redigeren :

"1° gedurende de jongste drie jaar niet veroordeeld zijn, door een beslissing die in België of in het buitenland is uitgesproken en in kracht van gewijsde is gegaan, tot een hoofdgevangenisstraf van drie maanden of meer, behalve als het gaat om een veroordeling wegens onopzettelijk doden of onopzettelijk toebrengen van letsel;".

.../...

Voor de redactie van 2° dient men de redactie die zoëven voor 1° is voorgesteld als voorbeeld te nemen.

Artikel 6.

Aan het slot van paragraaf 1 vervange men de woorden "niet ouder dan drie maanden" door de woorden "dat ten hoogste drie maanden voor de overlegging ervan is afgegeven".

*

Als opschrift voor hoofdstuk III wordt "Voorwaarde van vakbekwaamheid" voorgesteld.

*

Artikel 9.

In paragraaf 2 schrijve men "ten hoogste", respectievelijk "ten minste" in plaats van "maximum", respectievelijk "minimum".

In paragraaf 3 schrijve men "dan die bedoeld" in plaats van "dan deze bedoeld".

Artikel 10.

.../...

In 2° en 3° vervange men de woorden "bij toepassing van" door de woorden "met toepassing van". Deze opmerking geldt tevens voor artikel 18, paragraaf 1.

In 4°, a), wordt verwezen naar bepalingen uit EEG-richtlijnen. Een dergelijke werkwijze is niet aan te bevelen. Het zou beter zijn aan het ontwerp een bijlage toe te voegen met een opsomming van de onderwerpen die aan de orde zijn in de bijlage bij de richtlijn van 12 november 1974, gewijzigd bij de richtlijn van 21 juni 1989.

Artikel 13.

1. Hoewel artikel 2, 4., van de richtlijn van 12 november 1974 bepaalt dat de Lid-Staten door middel van een examen nagaan of een persoon al dan niet voldoet aan de voorwaarde van vakbekwaamheid, bevat het geen enkele bepaling waardoor de Staten van het volgen van door de overheid georganiseerde of erkende cursussen een voorwaarde kunnen maken voor de erkenning van de vakbekwaamheid van personen die het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg wensen uit te oefenen.

De wet van 18 februari 1969 is niet de rechtsgrond van paragraaf 1, 1°, aangezien deze geenszins een noodzakelijke bepaling vormt voor de uitvoering van een verplichting die voortvloeit uit voornoemde richtlijn; aangezien ook geen andere wetsbepaling de rechtsgrond van die paragraaf vormt, moet paragraaf 1, 1°, vervallen.

.../...

Deze opmerking geldt tevens voor paragraaf 2, voor de woorden "de cursussen en" in paragraaf 3, en voor artikel 15.

2. Doordat de tweede volzin van paragraaf 3 de Minister toestaat de leerstof voor het examen over de vakbekwaamheid te beperken tot alleen die onderwerpen die staan in deel B van de bijlage bij de richtlijn van 12 november 1974, vormt hij een kennelijke schending van artikel 2, 4., eerste alinea, van die richtlijn.

Om dit bezwaar te ondervangen en ter voorkoming van elke overige kritiek die steunt op de grootte van de delegatie die aan de minister wordt toegestaan, wordt in overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar voorgesteld :

- 1° aan het ontwerp een bijlage toe te voegen met een lijst van de onderwerpen die opgesomd zijn in de bijlage bij de richtlijn van 12 november 1974;
- 2° paragraaf 3 te schrappen en paragraaf 1 aan te vullen met een als volgt luidend tweede lid :

"Het in het eerste lid bedoelde examen heeft betrekking op de onderwerpen waarvan een lijst als bijlage gaat".

.../...

Artikel 14.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de bepaling, die overbodig is, moet vervallen.

Artikel 16 (dat artikel 15 wordt).

Over paragraaf 2 dienen twee opmerkingen te worden gemaakt :

- 1° hoewel artikel 2, 4., van de richtlijn van 12 november 1974 de Lid-Staten de mogelijkheid biedt gegadigden die door hun onderwijs of hun beroepservaring een goede kennis omtrent de aangegeven onderwerpen bezitten, vrij te stellen van het volledige examen of een deel ervan, bevat dat artikel geen enkele bepaling waardoor alle kandidaten kunnen worden vrijgesteld van elk examen over onderwerpen die bij loting worden vastgesteld;
- 2° volgens hetzelfde artikel 2, 4., van de richtlijn, wordt de vakbekwaamheid alleen getoetst door een schriftelijk examen, niet door een mondeling examen, zoals het ontwerp voor bepaalde onderwerpen voorschrijft.

Deze paragraaf moet dan ook vervallen. Derhalve schrijve men in paragraaf 1, die het enige lid wordt : "Het examen bedoeld in artikel 13, § 1, 2° is een schriftelijk examen."

.../...

Artikel 17.

In 2° schrijve men "examenperiodes" in plaats van "examenzittingen".

In 5° vervange men het woord "proeven" door het woord "examengedeelten".

*

Als opschrift voor hoofdstuk IV wordt "Voorwaarde van financiële draagkracht" voorgesteld.

*

Artikel 18.

1. Het is een gevestigde gewoonte om in een zelfde artikel niet te veel bepalingen op te nemen, zelfs als die bepalingen rechtstreeks met elkaar in verband staan. Artikel 18 dient dan ook in verscheidene afzonderlijke artikelen te worden opgesplitst.

2. De inleidende zin van paragraaf 1, eerste lid, kan worden vereenvoudigd door te schrijven :

"Aan de voorwaarde van financiële draagkracht is voldaan wanneer de onderneming :".

.../...

3. Volgens paragraaf 1, eerste lid, a en c, is het stellen van borgtocht voor de exploitanten van ongeregeld vervoer of van bijzondere vormen van geregeld vervoer, de enige manier om te bewijzen dat zij voldoen aan de voorwaarde van financiële draagkracht, hoewel artikel 2, 3., van de richtlijn van 12 november 1974 wel bewijsmiddelen toestaat doch er geenszins op de voorgrond stelt. Het artikel dient dan ook te worden aangepast om dit gebrek aan overeenstemming weg te werken.

4. In paragraaf 1, derde lid, schrijve men "aangewend", niet "aagewend".

5. Door te verwijzen naar "de vergunningverlenende overheid" vormt de tekst van het zesde lid van paragraaf 1, een stilzwijgende delegatie aan de Gewesten, van de bevoegdheid om de nadere regelen vast te leggen volgens welke de exploitanten van geregeld vervoer moeten bewijzen dat het kapitaal en de reserves waarover zij beschikken, volstaan om te voldoen aan de voorwaarde van financiële draagkracht, en vormt hij dan ook een nieuwe schending van artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen dat uitsluitend aan de federale overheid de taak opdraagt om de voorwaarden voor de toegang tot het beroep vast te stellen.

Paragraaf 1, zesde lid, moet dan ook volledig worden herzien. Onder voorbehoud van deze opmerking behoort de constructie "dient geleverd te worden" te worden vervan-

.../...

gen door, ofwel "dient te worden geleverd" ofwel "geleverd dient te worden".

In paragraaf 2.1, laatste lid, schrijve men : "... wordt besloten tot een evenredige verdeling over de betrokken schuldeisers."

In paragraaf 3.1 vervange men de woorden "a rato van" telkens door de woorden "naar rata van". Bovendien schrijve men in het tweede lid van § 3.1, a) "Indien materieel buiten dienst wordt gesteld, is hij bevrijd naar rata van ... bijzondere voorwaarden voor ...".

In paragraaf 3.3, 1^o vervange men het woord "maand" door het woord "maanden". Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 4.1., derde lid.

In paragraaf 4.1, eerste lid, vervange men de woorden "ten laatste" door het woord "uiterlijk". In het tweede lid schrijve men : "... bedoeld in het eerste lid ...".

*

Als opschrift voor hoofdstuk V wordt "Opsporing van overtredingen" voorgesteld.

*

Er wordt voorgesteld het opschrift van hoofdstuk VI als volgt te redigeren : "Opheffings-, wijzigings-, over-

.../...

gangs- en slotbepalingen" en de artikelen 21 tot 23 in dat hoofdstuk onder te brengen.

*

Artikel 22.

In het tweede lid schrijve men : "... op zijn vroegst" in plaats van "ten vroegste".

Artikel 23.

De inleidende zin van deze bepaling moet aldus worden verduidelijkt :

"Artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1991, wordt vervangen als volgt : ...".

Bovendien schrijve men in de ontworpen paragraaf 2 :

"§ 2. Daarenboven moet ... een exemplaar van ... het in artikel 8, § 2 bedoelde ... gevoegd worden. Dit verslag moet ... overgelegd".

.../...

Slotopmerkingen.

1. De onderverdeling van een artikel in paragrafen is niet gerechtvaardigd als elke paragraaf uit slechts een lid bestaat.

Overigens dient de opdeling van de paragrafen in "§ 2.1, § 2.2", enz. te vervallen.

2. De onderverdeling van artikel 1 door middel van streepjes dient te worden vervangen door een opdeling in 1°, 2°, enz. Zo ook behoort de opdeling van artikel 18, § 1, eerste lid, en van artikel 18, § 3.1, te geschieden in 1°, 2° en 3° en niet in a), b) en c).

3. Men vermijde de uitdrukking "als bedoeld in ..." te gebruiken en schrijve gewoon "bedoeld in ...".

4. Men vervange de woorden "en/of" door het woord "of".

5. In de artikelen 5, § 1, 2° en 18, § 1, eerste lid, schrijve men de bedragen voluit in letters.

6. Het gebruik van de toekomstige tijd is ongebruikelijk in de wetgevingstechniek. In plaats daarvan dient de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden gebezigd.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,

F. DELPEREE,

assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. ERNOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.